



Montreuil, le 22 septembre 2011

Communiqué de presse :

Des effets d'annonce qui ne risquent pas de faire un tabac !!!

La Ministre du Budget, Valérie Pécresse a présenté lundi 12 Septembre son plan d'action pour lutter contre le trafic de cigarettes et de tabac, lors d'un déplacement près de Lille, et à quelques semaines (le 03 Octobre) d'une nouvelle hausse des prix du tabac de 6 %.

Une nouvelle hausse qui inquiète légitimement les buralistes et fabricants, ainsi que les consommateurs et citoyens, vaches à lait en période de crise. Aujourd'hui, le marché parallèle représente 5% des ventes de tabac en France.

Pour les rassurer, le gouvernement lance **un plan de lutte contre le trafic de tabac**. Et pour l'annoncer, Valérie Pécresse, ministre du Budget, s'est rendue au bureau de douanes de Lesquin (Nord), près de Lille, où sa réception a entraîné l'organisation de la mise en scène d'une saisie de 3.8 tonnes de tabac, coûteuse et digne d'une manipulation médiatique chinoise.

- 200 agents sur 3 jours (piétons, motards, MCRS, Paris Spé, et ce quelque soit le grade AG/CO/RR/SURV)
- Un camion scanner venu de Strasbourg spécialement affrété pour l'évènement.
- Récupération de tabac et de cigarettes un peu partout pour un scénario confectionné pour notre Ministre
- Location d'un camion et de son chauffeur. Manutention et mise sous surveillance des marchandises préalablement saisies.
- Piquet d'honneur et petits fours.

Le nouveau plan en 10 mesures prévoit notamment :

- Des saisies de tabac et de cigarettes "au moins 15% supérieures" cette année par rapport à 2010 (En 2010, près de **350 tonnes de tabac et de cigarettes de contrebande ont été saisies** par les douaniers pour une valeur de 81 millions d'euros, un record en la matière)

C'est toute la problématique d'une course aux objectifs effrénée, déconnectée de toute réalité. Augmenter un indicateur de performance ce n'est pas rendre un service public douanier plus XXX dès lors que la RGPP continue de supprimer des services, des emplois etc. Pour mémoire, 373 emplois continueront d'être supprimés jusqu'en 2014. Dans la région Lilloise où s'est déplacée en grandes pompes Madame la Ministre ce sont 30 à 35 emplois qui vont être sacrifiés sur l'autel d'une logique purement budgétaire.

- Une inscription de la lutte contre le trafic illégal de cigarettes parmi **les priorités** des groupes d'intervention régionale (GIR) de la police.

Les GIR, fabuleuse idée déjà existante avec les PDS, plan départementaux de Sureté, sont nés d'une circulaire interministérielle de 2002 sous égide de la police judiciaire, sans autre axe de réflexion qu'une accumulation de services d'état, pluridisciplinaires, au plan pénal, douanier et administratif. Cette absence manifeste de coordination, associée à des cultures opposées d'investigations, se traduit par des GIR existants, aux moyens inexistantes (culture de la performance existante dans chaque administration, concurrence accrue entre les services, moyens humains et matériels insuffisants etc.) et aux résultats en dents de scie.

- Un **renforcement des opérations de contrôle**, notamment dans les centres de tri postaux ou sur la voie publique.

Renforcer les contrôles que ce soit dans les centres de tri postaux ou sur la voie publique, nécessite une réelle volonté politique et donc un renforcement des effectifs existants. Avec un emploi douanier supprimé par jour, et une Douane de plus en plus confinée à des missions de facilitations administratives et d'accompagnement des entreprises, ce point ne peut être qu'assimilé à un vœu pieux ou une simple déclaration bassement politicienne.

- Un doublement des actions à **Marseille** et la réalisation d'opérations **hebdomadaires** à Paris et en banlieue.

Madame la Ministre méconnaît à ce point la cartographie de la contrebande de tabac et de cigarettes, qu'elle instaure un mode opératoire de contrôle, qualifié par les services de terrain de douanier « d'épicerie ». Mentionner deux villes où opérer des contrôles « hebdomadaires », c'est d'une part faire fi des services et/ou unités qui travaillent quotidiennement sur ce vecteur de fraude et c'est omettre la dimension internationale du trafic de tabac, ce qui est une faute lorsque l'on est ministre d'un gouvernement républicain.

- Le mise en place d'**équipes communes** d'investigation avec les pays limitrophes sensibles (Belgique, Espagne)

Le parallèle comique avec le film « RIEN A DECLARER » pourrait s'imposer si ce n'était aussi tragique avec la réalité quotidienne de douaniers soumis chaque jour à une logique de performance qui voit nos missions sacrifiées, nos services et brigades fermés, nos conditions de travail dégradées et où la souffrance au travail est une réalité complètement occultée par madame la Ministre. A l'heure où la Belgique n'a plus de gouvernement et où l'Espagne paye au prix fort une crise sans précédent, avancer l'idée de la mise en place d'équipes communes est ubuesque, mais surtout paradoxale avec une libéralisation à outrance qui ont vu depuis 1993 et l'ouverture des frontières, une circulation des capitaux et des marchandises sans contrôle.

- Un renforcement des **moyens**, avec le déploiement immédiat de 20 lecteurs automatisés de plaques d'immatriculation.

Si la lecture des premiers mots qui composent cette phrase, pourraient composer les prémices d'une revendication du SNAD-CGT sur un renforcement des moyens humains et matériels, la suite ne peut que prêter à sourire... Les lecteurs automatisés de plaque d'immatriculation sont à la lutte contre la fraude ce que les caméras de surveillance sont à la lutte contre la délinquance : un effet d'annonce, un non-sens ou pour le pire, un marché d'attribution à un « ami » du gouvernement.

- Une intensification des actions menées par les **cyberdouanes** pour aider au démantèlement des filières d'approvisionnement.

L'emploi du pluriel ne peut nous faire oublier que « CYBERDOUANES », ce sont 8 analystes du renseignement et 7 enquêteurs douaniers. Soit au total 15 agents, qui doivent composer avec des dizaines de missions : contrefaçons etc. Pour lutter contre une contrebande mondial générant des milliards d'euros de profit c'est se moquer des citoyens.

Depuis 2007, et l'avènement du gouvernement Sarkozy, ce sont plus de 70 bureaux de Douanes fermés en 3 ans, soit près de 30 % de nos services et brigades !!! C'est 60 % de non remplacement des départs en retraite. Mme la Ministre a omis de mentionner ces chiffres.

Au-delà de la problématique de la contrebande de tabac et de cigarettes, les missions régaliennes de la Douane comprennent la lutte contre le trafic de stupéfiants, les contrefaçons, les fraudes à la TVA etc. le SNAD-CGT se félicite malgré tout que Mme Pécresse reconnaisse l'existence d'une administration qualifiée pour lutter contre ces vecteurs de fraude. Maintenant, il s'agit de mettre des moyens humains et matériels pour y parvenir. C'est pourquoi le SNAD-CGT exige un moratoire sur les suppressions d'emplois ainsi que sur les fermetures de bureaux et de brigades, que soient attribués des moyens accrus et modernes pour lutter efficacement contre tous les trafics et le maintien d'un service public douanier au service de toutes et de tous.

« La santé d'une économie dépend de la nature des échanges qu'on laisse s'y développer ».
François Baroin 01/2011.

A l'heure où notre économie traverse une crise systémique extrême, il serait temps de donner un sens à ce genre d'assertion, en redonnant des moyens à l'administration des Douanes, régalienne, et seule à même de réguler les flux commerciaux et les dérives actuelles.